



ASIE/MYANMAR - Appel conjoint de l'Eglise et de la société civile en faveur du respect de la diversité ethnique et religieuse

Yangon (Agence Fides) – Une paix authentique au Myanmar passe au travers du « respect pour la diversité ethnique et religieuse ». Ce qui est urgent est « un véritable processus de paix avec les minorités ethniques » qui comporte « un dialogue politique national » et le fait de mettre au premier plan « la liberté de pensée, de conscience et de religion » afin de conjurer toute forme de haine et de violence. C'est ce qu'affirment dans un message conjoint envoyé à l'Agence Fides deux hauts représentants de l'Eglise et de la société civile, S.Exc. Mgr Charles Maung Bo, Archevêque de Yangon, et Benedict Rogers, militant catholique de l'ONG Christian Solidarity Worldwide, qui oeuvre au Myanmar depuis des années. Les deux responsables collaborent en vue de la construction d'un pays dans lequel sont respectées les valeurs de paix, de justice, de fraternité et de droits humains.

Le message rappelle que, depuis deux ans environ, a débuté au Myanmar « une nouvelle ère qui a porté à plus de liberté pour la société civile ainsi qu'à une trêve dans les conflits ethniques et à une plus grande ouverture du pays sur le monde. « Il existe bien des choses dont il faut être reconnaissant. Pour la première fois depuis des décennies, on parle de démocratie et de paix » même si « le chemin à parcourir est encore long » affirme le texte, indiquant l'urgence de mettre un terme à la guerre dans l'Etat Kachin et de promouvoir un dialogue significatif avec l'Organisation pour l'Indépendance kachine (KIO).

Un autre défi à relever est celui de l'harmonie religieuse. « L'an passé, nous avons assisté à une violence choquante envers les musulmans au Myanmar qui s'est développée à partir de l'Etat de Rakhine en juin 2012. La violence et la propagande anti-musulmane – poursuit le texte – a mis en évidence un problème profondément ancré dans la société du Myanmar : comment coexister avec nos différences les plus profondes ? Aucune société ne peut être véritablement démocratique, libre et pacifique si elle ne respecte pas la diversité politique, raciale et religieuse outre à protéger les droits humains fondamentaux de toute personne, sans distinction de race, de religion ou de sexe ».

Le message fait mention des 130.000 évacués musulmans de l'Etat de Rakhine, qui vivent dans des conditions terribles et dans la terreur, demandant à que qu'ils soient traités avec humanité. Les deux responsables lancent un appel pressant au gouvernement afin qu'il « concède l'accès aux camps d'évacués aux opérateurs humanitaires et qu'il garantisse leur sécurité », invitant la communauté internationale à fournir des aides.

Le document rappelle que « la haine et la violence sont contraires aux enseignements des grandes religions du monde », y compris le bouddhisme, majoritaire dans le pays, et demande aux autorités « d'agir afin de prévenir la diffusion de plus de haine et d'intolérance » en poursuivant « quiconque incite à la violence ». « Nous demandons à tous les responsables – politiques, religieux, des media, du secteur de l'éducation et de la société civile – de se prononcer clairement contre la haine religieuse et l'intolérance ».

Rappelant le caractère central de la liberté de conscience et de religion, le texte affirme que « ces principes sont valables pour tous les croyants, qu'ils soient bouddhistes, chrétiens, musulmans, hindous, animistes ou qu'ils professent un autre credo ».

Le message explique encore que « de nombreux bouddhistes craignent une possible islamisation du pays » et voient progresser un « agenda islamiste » dans le monde, citant des cas tels que l'Egypte, le Pakistan et la Syrie. Il reconnaît toutefois que « nombre de musulmans sont victimes de cette approche » et de tels stéréotypes.

« Il est donc dans l'intérêt de nos frères et de tout le peuple du Myanmar de s'engager en faveur d'un échange franc, pacifique et respectueux des opinions » et dans un parcours de dialogue interreligieux « nécessaire plus que jamais au Myanmar et ce à tous les niveaux ». « La violence, la discrimination et la haine ne constituent pas des solutions. Traiter les musulmans de la manière dont ils l'ont été au Myanmar l'an dernier n'est pas différent de la manière dont les islamistes radicaux traitent les minorités dans des lieux comme le Pakistan ou l'Egypte ». « Le

dialogue – conclut le message – est essentiel. En connaissant l'autre et en découvrant ce que nous avons en commun, nous pourrions construire un Myanmar fondé sur des rêves partagés, sur le respect réciproque et sur l'unité dans la diversité ». (PA) (Agence Fides 23/08/2013)